

gramme de services de garde d'enfants pour tous les Canadiens.

Pendant la dernière campagne électorale, le ministre des Finances a garanti aux Canadiens qu'il ne s'agissait pas de promesses mais d'engagements de dépenses qui étaient déjà prévus dans le cadre financier. Puis tout à coup après les élections, on a dit aux Canadiens qu'il ne restait plus rien. Il n'y avait pas d'argent pour un programme national de services de garde d'enfants. Il n'y avait pas d'argent pour le brise-glace Polar 8. Il n'y avait plus d'argent pour le développement régional. L'APECA devait être restructurée. Le gouvernement devrait se retirer de l'assurance-chômage, après y avoir participé financièrement pendant 50 ans.

On nous a dit que les Canadiens devraient payer une nouvelle taxe de vente onéreuse, la taxe sur les produits et services, qui ferait augmenter de 7 p. 100 le prix de presque tous nos achats. Cette taxe n'était plus conçue pour produire les mêmes recettes que la taxe qu'elle remplaçait, mais plutôt pour réduire le déficit, le nouveau dada du ministre.

Maintenant, nous avons le budget du 20 février, le budget d'un ministre des Finances fatigué et d'un gouvernement exténué.

Permettez-moi de lire quelques extraits choisis de ce document. «À 30 milliards de dollars, le déficit du présent exercice est conforme aux prévisions.» C'est ce qu'on lit dans le discours du budget. Le ministre des Finances considère un déficit de 30,5 milliards de dollars comme une réalisation digne de mention.

Puis le ministre a dit: «Je propose un programme de contrôle des dépenses sur deux ans qui s'appliquera à tous les secteurs de dépenses fédérales à l'exception des programmes de soutien du revenu des personnes âgées, des familles et des anciens combattants, de l'assurance-

Le budget

chômage, ainsi que du programme de péréquation et des versements du Régime d'assistance publique du Canada aux provinces à revenus plus faibles.»

Enfin, comme on peut s'attendre d'un conservateur, il s'attaque aux moins nantis de notre société—les anciens combattants, les autochtones, les étudiants, ceux qu'ils n'avaient pas visés dans son budget d'avril 1989—et refile les problèmes du déficit de son gouvernement aux provinces.

Voici une autre citation: «La mise en oeuvre de ce plan de contrôle des dépenses exigera de la patience et de la compréhension de la part des Canadiens.» Et comment!

Voici l'aveu classique de défaite. «L'économie est en période de croissance ralentie. Il n'y a pas lieu de s'étonner ni d'essayer de l'éviter.»

La cherté de l'argent et le cours élevé du dollar, fruits de cinq années de mauvaise gestion financière, conduisent notre pays vers la récession et on nous demande de profiter du voyage.

Enfin, le ministre des Finances a déclaré que c'est l'avenir que nous construisons depuis 1984. C'est le budget d'un ministre des Finances qui a baissé les bras, mais qui est trop fier pour l'admettre. C'est un constat d'échec. Ce budget est un message codé adressé au premier ministre pour lui demander de lui confier un autre portefeuille. Je prie donc ce dernier de faire preuve de clémence envers son ami fidèle et envers les Canadiens en retirant ce budget et en donnant au ministre un autre travail.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Paproski): Comme il est 18 h 31, la Chambre s'ajourne à 11 heures demain, conformément au paragraphe 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 31.)